

Après le 26 janvier: amplifions la mobilisation, gagnons des moyens pour l'éducation !

Ce mardi 26 janvier plus de 40% des personnels de l'Éducation nationale se sont mis en grève à l'appel de l'intersyndicale CGT-FSU-SUD-FO-SNCL. Dans l'académie de Strasbourg, les personnels de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche ont largement manifesté pour exiger une autre politique éducative ainsi que la réouverture des universités.

Les raisons de se mobiliser ne manquent pas

Les revalorisations annoncées dans le cadre du Grenelle de l'éducation n'ont en effet trompé personne, et ont au contraire montré l'étendue des besoins en termes de revalorisation pour l'ensemble des personnels. Les inégalités de salaire entre les hommes et les femmes et la précarité des bas salaires des AED et des AESH se poursuivent. Pire, **ce Grenelle prévoit d'instaurer des salaires au mérite et de renforcer les pouvoirs des chefs d'établissement.**

L'arrivée des Dotations Horaires Globales 2021 dans les établissements du second degré a provoqué un fort mécontentement également. En effet, **on annonce 43 suppressions de postes pour 931 élèves en plus dans les collèges et lycées à la rentrée 2021.** Le **démantèlement de l'éducation prioritaire** se poursuit et les sections UPE2A voient leurs moyens réduits.

Nos deux ministres, J.M. Blanquer et F. Vidal, ont des gestions de la crise sanitaire diamétralement opposées : ouverture au maximum des établissements pour l'un, fermeture quasi-totale des universités pour l'autre. Dans les deux cas, **une communication infantilisante, provocatrice pour les personnels et les usager•e•s**, ne parvient pas à cacher l'accumulation de mauvaises solutions, que ce soit au niveau pédagogique, sanitaire ou social. Tout cela cache bien mal la réelle priorité du gouvernement : sauvegarder ce modèle économique violent qui porte pourtant une grande part de responsabilité dans la situation sanitaire.

Sud éducation Alsace appelle tous les personnels à se mettre en grève et à manifester aux côtés des autres secteurs !

JEUDI 4 FEVRIER A 14H - PLACE KLEBER A STRASBOURG

Les raisons de se mobiliser ne concernent pas que notre secteur

Au-delà de notre secteur, c'est l'ensemble de la politique antisociale du gouvernement qu'il s'agit de combattre. Dès à présent, la date de **grève interprofessionnelle du jeudi 4 février** doit être un point d'appui majeur pour construire la mobilisation du secteur de l'éducation. Faisons converger nos colères avec les autres secteurs professionnels attaqués par la politique de destruction des droits sociaux et des services publics menée par le gouvernement :

- les mesures liberticides s'enchaînent : loi confortant les principes de la République, loi sécurité globale, décrets massifiant le fichage des militant•e•s et des opinions ;
- les plans de licenciement se multiplient : la crise sert d'effet d'aubaine à des patrons cherchant avant tout à maintenir leur marge de profit !
- ce sont tous les services publics qui sont attaqués, à commencer par le secteur hospitalier.

Se battre pour tous les services publics

Les politiques néolibérales n'ont pas cessé malgré l'évidence de leurs effets délétères, et les belles phrases sur le monde d'après ! Avec l'éducation, ce sont les secteurs de la santé, du social et de l'énergie qui se sont également mobilisés au cours du mois de janvier. La colère sociale monte partout face à la poursuite aveugle de la politique de ce gouvernement ! Nous sommes tou•te•s concerné•es, comme travailleuses•eurs ou comme usager•es de protéger nos biens communs.

